

Gelet op de “gendertest”, uitgevoerd op 16 juni 2017 met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, op grond van de verplichting, opgelegd door het decreet dat door het parlement op 5 juli 2017 werd aangenomen en door de Regering op 6 juli 2017 werd bekrachtigd, voor uiterlijk 30 juni 2017 de rangschikking alsook de aanvullende middelen die worden toegekend aan de begunstigden van het voormelde decreet van 30 april 2009 mee te delen, en omwille van het naderende einde van het schooljaar voor de inrichtingen en de inrichtende machten die het begin van het volgende schooljaar moeten voorbereiden met kennis van de personeelssterkte en de begroting die ze zullen kunnen genieten om de socio-economisch minst begunstigde leerlingen te omkaderen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.846/2, uitgebracht op 11 juli 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van het Comité voor overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, gegeven op 30 maart 2017;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De keuze van de variabelen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving wordt in bijlage 1 vastgesteld.

Art. 2. De formule voor de berekening van het in artikel 3 van hetzelfde voormelde decreet bedoelde ongelijksoortige indexcijfer wordt in bijlage 2 vastgesteld.

Art. 3. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2010 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de berekeningsformule van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204142]

29 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la certification des installateurs de systèmes d'épuration individuelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'article D.222bis/1, inséré par le décret du 19 janvier 2017;

Vu le Livre II, partie réglementaire, Partie III, Titre I^{er}, Chapitre IX du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 10 octobre 2016;

Vu l'avis 61376/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 22 septembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant l'avis d'AQUAWAL reçu le 27 octobre 2016;

Considérant l'avis du comité d'experts chargés de l'examen des dossiers d'agrément des systèmes d'épuration individuelle reçu le 8 novembre 2016;

Considérant l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau reçu le 15 novembre 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Livre II, partie réglementaire, Partie III, Titre I^{er}, Chapitre IX, du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une section 1^{re}bis comportant les articles R.304-1 à R.304-13, rédigée comme suit :

« Section 1^{re}bis. Certification d'installateurs de systèmes d'épuration individuelle

Sous-section 1^{re}. — Définitions et généralités

Art. R.304-1. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

- 1° la charte : la charte de l'installation des systèmes d'épuration individuelle en Région wallonne;
- 2° l'exploitant : l'exploitant du système d'épuration individuelle, qu'il s'agisse du maître d'ouvrages, du propriétaire ou du locataire du bien où le système d'épuration individuelle est placé;
- 3° le Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;
- 4° le maître d'ouvrage : quiconque donne ordre d'exécuter ou de faire exécuter des travaux relatifs à l'installation d'un système d'épuration individuelle moyennant paiement de ces travaux.

Art. R. 304-2. La certification porte sur les différentes étapes de l'installation d'un système d'épuration individuelle, à savoir la conception du projet, la mise en œuvre et la mise en service d'un système d'épuration individuelle, ainsi que l'établissement du rapport d'installation tel quel prévu à l'article R.304.

Art. R.304-3. Les modes de communication suivants utilisés pour l'application de la présente section sont :

- 1° l'envoi recommandé avec accusé de réception;
- 2° le recours à toute formule similaire permettant de conférer date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;
- 3° le dépôt contre récépissé;
- 4° le courrier électronique si la procédure est dématérialisée.

Sous-section 2. — Des conditions de certification

Art. R. 304-4. § 1^{er}. Pour être certifié, l'installateur de systèmes d'épuration individuelle répond aux conditions suivantes :

- 1° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'entreprise que des personnes n'ayant pas été condamnées par une décision coulée en force de la chose jugée pour des faits précis en rapport à l'installation des systèmes d'épuration individuelle;
- 2° ne pas avoir fait l'objet d'un retrait de certification dans les trois ans précédant la demande de certification;
- 3° être enregistré au sein de la Banque-Carrefour des Entreprises;
- 4° être en règle avec les obligations fiscales et sociales au moment de la demande de certification et plus spécifiquement répondre aux obligations imposées aux entrepreneurs de travaux à l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
- 5° avoir souscrit un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités de travaux de construction et le renouveler annuellement;
- 6° produire une attestation de suivi d'une formation organisée par la S.P.G.E. sur les aspects administratifs et techniques de l'installation de systèmes d'épuration individuelle.

Le Ministre, sur proposition de la S.P.G.E., peut préciser les conditions du contrat d'assurance visé au 5°.

Le contenu de la formation visée au 6° porte :

a) pour les aspects administratifs, sur :

- la législation relative à l'assainissement autonome;
- le contenu des rapports d'installations;
- les engagements repris dans la charte;
- les procédures de rapportage vers la S.P.G.E., les OAA, la commune, le maître d'ouvrage;

b) pour les aspects techniques, sur :

- les bases de l'épuration biologique appliquée à l'assainissement autonome;
- les règles de bonne pratique à respecter pour l'implantation du système d'épuration individuelle;
- l'évacuation et la dispersion des eaux épurées.

§ 2. En vue d'être certifié, l'installateur, en outre, doit :

- s'assurer du raccordement correct des arrivées d'eaux usées et de la séparation des eaux pluviales à l'entrée du système d'épuration individuelle;
- étudier et mettre en œuvre les moyens les plus appropriés d'évacuation des eaux pluviales;
- étudier et mettre en œuvre les moyens appropriés d'évacuation des eaux usées épurées conformément au Code de l'Eau;
- ne réaliser les travaux qu'avec son propre personnel, ou ne sous-traiter ou co-traiter qu'avec d'autres installateurs certifiés, en s'assurant du respect des bonnes pratiques du métier;
- fournir à l'exploitant un dossier technico-administratif complet comprenant les éléments suivants : guide d'exploitation et d'entretien du système installé, schéma d'implantation et support photographique réalisés lors de l'installation;
- fournir les coordonnées et les conditions de garantie du fabricant sur le système d'épuration individuelle mis en œuvre;
- s'assurer de disposer en permanence dans son personnel d'un agent ayant suivi une formation auprès d'un fabricant;
- permettre et faciliter l'accès au système ainsi qu'à ses raccordements à des fins de contrôle;
- informer l'exploitant sur le fonctionnement et sur l'obligation et les modalités d'entretien du système d'épuration individuelle;
- transmettre à la S.P.G.E. le rapport d'installation prévu à l'article R.304 dans les quinze jours de la réception technique des travaux;
- en cas de malfaçon, assumer sans délai sa responsabilité ou celle de tout sous-traitant éventuel;
- être signataire de la charte décrite à l'article 304-5 et reprenant pour les installateurs les conditions précitées.

Sous-section 3. — Charte de l'installation des systèmes d'épuration individuelle

Art. R.304-5. § 1^{er}. Une charte visant à élever la qualité d'installation des systèmes d'épuration individuelle en Wallonie est rédigée par la Région, représentée par le Ministre de l'Environnement, AQUAWAL, la S.P.G.E., les organismes d'assainissement agréés, la Confédération de la Construction, la fédération des entreprises de l'industrie technologique (AGORIA).

La charte peut être ouverte à d'autres partenaires soucieux de concourir à améliorer la qualité des installations et la pérennité et le fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle.

L'installateur de systèmes d'épuration individuelle manifeste son adhésion aux conditions spécifiées à l'article R.304-4, § 2, par la signature de la charte.

La charte signée par l'installateur est transmise à la S.P.G.E.

Sous-section 4. — De la procédure d'octroi de la certification.

Art. R.304-6. § 1^{er}. Le respect des conditions reprises à l'article R.304-4 permet d'octroyer, pour l'installateur qui en fait la demande, une certification d'une validité d'un an.

La demande de certification est adressée à la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3.

§ 2. La demande de certification comporte au minimum :

1° l'identité, le statut juridique, le domicile ou l'adresse du siège social, le numéro d'immatriculation à la banque carrefour des entreprises et le numéro de T.V.A. du demandeur;

2° les éléments permettant d'établir que les conditions visées à l'article R.304-4 et relatives à la certification sollicitée sont remplies, en ce compris la charte dûment signée par l'installateur;

3° la preuve du paiement à la S.P.G.E. des frais de dossiers spécifiés à l'article R.304-11.

Le Ministre définit la forme et le contenu de la demande de certification.

Art. R.304-7. § 1^{er}. La demande de certification est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis visés à l'article 304-4.

La demande est irrecevable :

1° si elle est introduite en violation de l'article R.304-3;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements ou documents demandés dans le délai prévu à l'article R.304-8, § 1^{er}.

Art. R.304-8. § 1^{er}. La S.P.G.E. envoie au demandeur, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande de certification dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande.

Si la demande est incomplète, la S.P.G.E. indique les documents manquants au demandeur. Le demandeur envoie les compléments demandés à la S.P.G.E., selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, dans les trente jours à dater de la réception de la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

Si la demande est irrecevable, la S.P.G.E. indique au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, les motifs de l'irrecevabilité.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, la S.P.G.E. envoie au demandeur, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si elle estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Si la S.P.G.E. n'a pas envoyé au demandeur sa décision dans les conditions et délais prévus aux alinéas précédents, la demande est considérée comme recevable et l'instruction est poursuivie.

§ 2. La S.P.G.E. envoie au demandeur la confirmation de la certification du demandeur d'une durée d'un an, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, dans un délai de trente jours à dater du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande.

En même temps que la S.P.G.E. envoie sa décision visée à l'alinéa 1^{er}, elle communique par écrit, selon un des modes de communication visés à l'article R.304-3, le dossier de demande de certification et sa décision au comité d'experts pour l'assainissement autonome.

§ 3. La décision accordant la certification pour une durée d'un an mentionne :

1° l'objet précis de la certification;

2° les éléments actualisés permettant d'identifier le titulaire;

3° les conditions de la certification visées à l'article R.304-4.

§ 4. Dans l'année de l'obtention de la certification d'une durée d'un an, la fourniture de trois rapports de contrôles approfondis satisfaisants, tels que décrits à l'article R.304-10, § 3, permet de prolonger la certification pour une durée indéterminée.

L'organisme d'assainissement compétent en charge des contrôles des systèmes d'épuration individuelle établit un rapport à l'issue de ces trois contrôles approfondis.

Il envoie son rapport à la S.P.G.E.

§ 5. La S.P.G.E. envoie au demandeur la décision d'octroi de certification valable pour une durée indéterminée, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de l'organisme d'assainissement concerné pour autant que le rapport de l'organisme d'assainissement compétent fasse bien état que le demandeur ait satisfait à trois contrôles approfondis.

Dans le cas contraire, à savoir lorsque le rapport de l'organisme d'assainissement compétent fait état d'un ou de plusieurs rapports de contrôles approfondis non satisfaisants, la S.P.G.E. envoie au demandeur la décision de refus de certification valable pour une durée indéterminée, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, dans un délai de trente jours à dater du jour de réception du rapport de l'organisme d'assainissement concerné.

En même temps que la S.P.G.E. envoie sa décision visée à l'alinéa 1^{er}, elle communique par écrit, selon un des modes de communication visés à l'article R.304-3, sa décision au comité d'experts pour l'assainissement autonome.

Sous-section 5. — Du recours

Art. R.304-9. § 1^{er}. Le demandeur de la certification peut introduire un recours auprès du Ministre, contre une décision de refus de certification.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Ministre selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision.

Le Ministre envoie un accusé de réception au requérant.

§ 2 Le Ministre, après avis du comité d'experts pour l'assainissement autonome, envoie sa décision dans un délai de soixante jours ouvrables à dater de la réception du recours, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3.

Sous-section 6. — De la modification, de la suspension et du retrait de la certification

Art. R.304-10. § 1^{er}. En cas de changement substantiel d'un élément indiqué dans la demande de certification conformément à l'article R.304-6, le titulaire de la certification en avise sans délai la S.P.G.E., selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3 en vue d'obtenir une modification de la certification.

§ 2. La certification peut être suspendue ou retirée :

1° lorsque le titulaire de la certification fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés des contrôles;

2° lorsque les agents chargés des contrôles visés à l'article R.304.bis, § 1^{er}, constatent soit :

a) des dysfonctionnements du système d'épuration individuelle;

b) le non respect des conditions définies aux arrêtés pris en exécution du décret 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement contenant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle;

c) le non respect de l'annexe technique reprise à l'arrêté ministériel portant sur l'agrément du système d'épuration individuelle installé;

d) la mise en œuvre du système d'épuration individuelle non conforme aux prescriptions du fabricant;

3° lorsque la S.P.G.E. constate des manquements dans le rapport visé à l'article R.304 que l'installateur communique à la S.P.G.E.;

4° lorsque le titulaire de la certification contrevient aux dispositions de la présente section;

5° lorsque le titulaire de la certification ne respecte plus ses engagements repris à l'article R.304-4.

Avant d'engager une procédure de suspension ou de retrait de la certification, la S.P.G.E. en avise par écrit, selon un des modes de communication visés à l'article R.304-3, le comité d'experts pour l'assainissement autonome qui dispose de soixante jours pour remettre son avis.

Dans ce délai, le comité d'experts pour l'assainissement autonome peut entendre le titulaire de la certification.

§ 3. En cas de manquement repris au paragraphe 2, 2° et 3°, la mesure consiste en une suspension de la certification, avec l'obligation pour le titulaire de la certification :

1° d'assister à une nouvelle formation organisée par la S.P.G.E. conformément à l'article R.304-4, § 1^{er}, 6°;

2° d'être soumis à deux contrôles approfondis satisfaisants réalisés par l'organisme d'assainissement compétent lors de ses prochains chantiers d'installation de système d'épuration individuelle.

Un contrôle approfondi consiste à suivre le chantier tant au niveau administratif que technique avec au minimum :

1° un contrôle avant remblaiement;

2° un contrôle lorsque le dispositif est sous eau, canalisations raccordées et branchements électriques terminés.

La levée de la suspension est notifiée par la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3 dans les trente jours après que l'installateur ait satisfait à ses obligations.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 2, la S.P.G.E. informe, après avoir reçu l'avis du comité d'experts pour l'assainissement autonome, le titulaire de la certification, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, de la possibilité de suspendre ou retirer la certification octroyée.

La S.P.G.E. précise :

1° les motifs qui justifient la mesure envisagée;

2° que le titulaire de la certification a la possibilité d'envoyer, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.304-3, ses éléments de défense, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette formation.

§ 5. La décision de retrait ou de suspension de la certification est envoyée, dans les soixante jours à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 4, 2°, au titulaire de la certification selon l'un des modes de communication visés à l'article R. 304-3.

§ 6. Le titulaire de la certification retirée ou suspendue peut introduire un recours contre la décision visée au paragraphe 5. Ce recours est envoyé et instruit conformément à l'article R.304-9.

Il n'est pas suspensif.

§ 7. La S.P.G.E. exerce les pouvoirs prévus au présent article soit de sa propre initiative, soit sur demande, soit à l'initiative de l'organisme d'assainissement compétent chargé des contrôles des systèmes d'épuration individuelle.

Sous-section 7. — Des frais de dossier

Art. R.304-11. § 1^{er}. Les frais de traitement de la demande de certification et de suivi de celle-ci entraînent des frais de dossier pris en charge par l'installateur de systèmes d'épuration individuelle.

§ 2. Le Ministre, sur proposition de la S.P.G.E., fixe le montant des frais de dossier pour toute demande de certification, lequel est indexé annuellement suivant l'indice des prix à la consommation. Ce montant inclut les charges administratives liées à l'analyse de la demande de certification et les charges de formation prévues par l'article R.304-4, § 1^{er}, 6°.

Les contrôles approfondis effectués par l'organisme d'assainissement compétent prévus en conformité avec l'article R.304-8, § 4, sont supportés par la S.P.G.E. dans le cadre de la gestion publique de l'assainissement autonome.

§ 3. L'installateur sous le coup d'une suspension de certification s'acquitte d'un coût de 250 euros hors T.V.A., pour la réalisation d'un contrôle approfondi visé à l'article R.304-10, § 3. Ce montant est indexé chaque année au 1^{er} janvier, sur base de l'évolution de l'indice des prix, par référence à l'indice des prix à la consommation en application le 1^{er} septembre 2018.

Sous-section 8. — De la connaissance des installateurs certifiés

Art. R. 304-12. § 1^{er}. La S.P.G.E. publie et met à jour sur son site dédié à la gestion publique de l'assainissement autonome la liste des installateurs certifiés. ».

Art. 2. L'article R.410-1, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012, est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o de remettre des avis dans le cadre de la notification, du recours, de la modification, du retrait ou de la suspension de la certification des installateurs de systèmes d'épuration individuelle. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 29 juin 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204142]

29. JUNI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Zertifizierung der Installateure von individuellen Klärsystemen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.222bis/1, eingefügt durch das Dekret vom 19. Januar 2017;

Aufgrund des Buches II, verordnungsrechtlicher Teil III, Titel I, Kapitel IX des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund der am 10. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 22. Mai 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 61376/4;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1195 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

In Erwägung der am 27. Oktober 2016 zugestellten Stellungnahme von AQUAWAL;

In Erwägung des am 8. November 2016 zugestellten Gutachtens des mit der Untersuchung der Akten zur Zulassung der individuellen Klärsysteme beauftragten Sachverständigenausschusses;

In Erwägung der am 15. November 2016 zugestellten Stellungnahme der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau");

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Buch II, verordnungsrechtlicher Teil III, Titel I, Kapitel IX des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Abschnitt 1bis eingefügt, der die Artikel R.304-1 bis R.304-13 umfasst und folgendermaßen lautet:

"Abschnitt 1bis - Zertifizierung von Installateuren von individuellen Klärsystemen

Unterabschnitt 1 - Definitionen und Allgemeines

Art. R.304-1 - Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1^o die Charta: die Charta der Installation der individuellen Klärsysteme in der Wallonischen Region;

2^o der Betreiber: der Betreiber des individuellen Klärsystems, ob es sich um den Bauherrn, den Eigentümer oder den Mieter des Gutes handelt, auf dem das individuelle Klärsystem eingesetzt wird;

3^o der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

4^o der Bauherr: jede Person, die den Auftrag erteilt, Arbeiten betreffend die Installation eines individuellen Klärsystems durchzuführen oder gegen Zahlung dieser Arbeiten durchführen zu lassen.

Art. R. 304-2 - Die Zertifizierung bezieht sich auf verschiedene Stadien der Installation eines individuellen Klärsystems, nämlich den Projektentwurf, die Installation und die Inbetriebsetzung eines individuellen Klärsystems, sowie den in Artikel R.304 vorgesehenen Installationsbericht.

Art. R.304-3 - Die nachstehenden für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts benutzten Mittel zur Bekanntgabe sind:

1^o das Einschreiben gegen Empfangsbestätigung;

2^o die Verwendung jeder ähnlichen Form der Bekanntgabe, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;

3^o die Abgabe gegen Abnahmebescheinigung;

4^o die E-Mail, wenn das Verfahren elektronisch ist.

Unterabschnitt 2 — Zertifizierungsbedingungen

Art. R. 304-4 - § 1. Um zertifiziert zu werden, muss der Installateur des individuellen Klärsystems folgenden Bedingungen genügen:

1° unter seinen Verwaltern oder unter den Personen, die sich für den Betrieb verpflichten dürfen, keine Personen zählen, die durch einen rechtskräftigen Beschluss für einen Verstoß wegen spezifischen Handlungen im Zusammenhang mit der Installation der individuellen Klärsysteme verurteilt worden sind;

2° nicht Gegenstand eines Entzugs der Zertifizierung innerhalb von drei Jahren vor der Beantragung der Zertifizierung gewesen sein;

3° in der zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen sein;

4° zum Zeitpunkt der Zertifizierung den steuerlichen und sozialen Verpflichtungen nachkommen und insbesondere die den Bauunternehmern in Artikel 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer auferlegten Verpflichtungen einhalten;

5° einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die sich aus den Tätigkeiten der Bauarbeiten ergebende zivilrechtliche Haftung deckt, und diesen jährlich erneuern;

6° eine Bescheinigung des Abschlusses einer von der öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") organisierten Ausbildung über die administrativen und technischen Aspekte der Installation von individuellen Klärsystemen vorlegen.

Auf Vorschlag der "S.P.G.E." kann der Minister die Bedingungen des in Ziffer 5 erwähnten Versicherungsvertrags näher bestimmen.

Der Inhalt der in Ziffer 6 erwähnten Ausbildung bezieht sich:

a) betreffend die administrativen Aspekte auf:

- die Gesetzgebung hinsichtlich der autonomen Sanierung;
- den Inhalt der Installationsberichte;
- die in der Charta angeführten Verpflichtungen;
- die Verfahren für die Berichterstattung an die "S.P.G.E.", die zugelassenen Sanierungseinrichtungen ("OAA"), die Gemeinde, den Bauherrn;

b) betreffend die technischen Aspekte auf:

- die Grundkenntnisse der bei der autonomen Sanierung angewandten biologischen Klärung;
- die für die Installation des individuellen Klärsystems einzuhaltenden Regeln der guten Praxis;
- die Ableitung und Verteilung des gereinigten Abwassers.

§ 2. Um zertifiziert zu werden, muss der Installateur außerdem:

- sich vergewissern, dass die Abwasserleitungen korrekt angeschlossen sind und das Regenwasser am Eingang des individuellen Klärsystems getrennt wird;

- die am besten geeigneten Mittel für die Ableitung des Regenwassers untersuchen und einsetzen;

- die am besten geeigneten Mittel für die Ableitung des gemäß dem Wassergesetzbuch geklärten Abwassers untersuchen und einsetzen;

- Arbeiten nur mit seinem eigenen Personal durchführen, oder nur mit anderen zertifizierten Installateuren Unterverträge oder Mitunternehmerverträge abschließen, wobei er sich vergewissert, dass die guten Berufspraktiken eingehalten werden;

- dem Betreiber eine vollständige technisch-administrative Akte übergeben, die folgende Elemente enthält: Betriebs- und Wartungshandbuch des installierten Systems, Lageplan und fotografischer Träger, die bei der Installation erstellt wurden;

- Name und Anschrift sowie die Garantiebedingungen des Herstellers bezüglich des eingesetzten individuellen Klärsystems übergeben;

- sich vergewissern, dass er innerhalb seines Personals ständig über einen Bediensteten verfügt, der eine Ausbildung bei einem Hersteller abgeschlossen hat;

- den Zugang zum System sowie zu dessen Anschlüssen zu Kontrollzwecken ermöglichen und erleichtern;

- den Betreiber über den Betrieb und über die Pflicht und die Modalitäten für die Wartung des individuellen Klärsystems informieren;

- der "S.P.G.E." innerhalb von 15 Tagen ab der technischen Abnahme der Arbeiten den in Artikel R.304 vorgesehenen Installationsbericht übermitteln;

- im Falle von Sachmängeln unverzüglich seine Verantwortung oder diejenige eines jeden eventuellen Nachunternehmers wahrnehmen;

- die in Artikel 304-5 beschriebene Charta, die die vorerwähnten Bedingungen für die Installateure enthält, unterzeichnen.

Unterabschnitt 3 — Charta der Installation der individuellen Klärsysteme

Art. R.304-5 - § 1. Die Region, vertreten durch den Minister für Umwelt, AQUAWAL, die "S.P.G.E.", die zugelassenen Sanierungseinrichtungen, der Verband des Bauwesens und der Verband der Unternehmen der technologischen Industrie (AGORIA) verfassen eine Charta, die darauf abzielt, die Qualität der Installation der individuellen Klärsysteme in der Wallonie zu steigern.

Die Teilnahme an der Charta steht anderen Partnern offen, die darauf bedacht sind, zur Verbesserung der Qualität der Installationen sowie zur Langlebigkeit und Betriebsfähigkeit der individuellen Klärsysteme beizutragen.

Der Installateur von individuellen Klärsystemen erklärt seine Zustimmung zu den in Artikel R.304-4 § 2 angeführten Bedingungen durch die Unterzeichnung der Charta.

Die vom Installateur unterzeichnete Charta wird der "S.P.G.E." übermittelt.

Unterabschnitt 4 — Verfahren zur Gewährung der Zertifizierung

Art. R.304-6 - § 1. Durch die Einhaltung der in Artikel R.304-4 angeführten Bedingungen kann dem Installateur auf dessen Antrag eine Zertifizierung mit einer Gültigkeitsdauer von einem Jahr gewährt werden.

Der Antrag auf Zertifizierung wird gemäß eines der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe an die "S.P.G.E." gerichtet.

§ 2. Der Antrag auf Zertifizierung umfasst mindestens:

1° Identität, Rechtsform, Wohnsitz oder Anschrift des Gesellschaftssitzes, Nummer der Eintragung bei der zentralen Datenbank der Unternehmen und MwSt.-Nummer des Antragstellers;

2° die Elemente, durch die nachgewiesen werden kann, dass die in Artikel R.304-4 erwähnten Bedingungen bezüglich der beantragten Zertifizierung, einschließlich der vom Installateur ordnungsgemäß unterzeichneten Charta, erfüllt sind.

3° den Nachweis, dass die in Artikel R.304-11 angeführten Verwaltungskosten an die "S.P.G.E." gezahlt worden sind.

Der Minister bestimmt die Form und den Inhalt des Antrags auf Zertifizierung.

Art. R.304-7 - § 1. Der Antrag auf Zertifizierung ist unvollständig, wenn gemäß Artikel 304-4 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig

1° wenn er unter Verstoß gegen Artikel R.304-3 eingereicht wird;

2° wenn er zweimal als unvollständig gewertet wird;

3° wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte oder Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel R.304-8, § 1 vorgesehenen Frist übermittelt.

Art. R.304-8 - § 1. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags stellt die "S.P.G.E." dem Antragsteller gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags entscheidenden Beschluss zu.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die "S.P.G.E." dem Antragsteller mit, welche Unterlagen noch fehlen. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der in Absatz 1 erwähnten Zustellung übermittelt der Antragsteller der "S.P.G.E." gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe die verlangten ergänzenden Unterlagen.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt die "S.P.G.E." dem Antragsteller innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen stellt die "S.P.G.E." dem Antragsteller gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu. Wenn sie den Antrag ein zweites Mal als unvollständig erachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

Wenn die "S.P.G.E." keinen Beschluss unter Einhaltung der in den vorerwähnten Absätzen vorgesehenen Bedingungen und Fristen an den Antragsteller gesandt hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet und weiter untersucht.

§ 2. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Tages, an dem die "S.P.G.E." ihren Beschluss zur Genehmigung oder Ablehnung des Antrags gesandt hat, stellt sie dem Antragsteller die Bestätigung der Zertifizierung des Antragstellers für eine Dauer von einem Jahr zu.

Gleichzeitig mit der Einsendung ihres in Absatz 1 erwähnten Beschlusses übermittelt die "S.P.G.E." dem Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe schriftlich die Akte zur Beantragung der Zertifizierung und ihren Beschluss.

§ 3. In dem Beschluss zur Gewährung der Zertifizierung für eine Dauer von einem Jahr wird Folgendes angegeben:

1° der genaue Gegenstand der Zertifizierung;

2° die auf den neuesten Stand gebrachten Elemente, durch die der Inhaber identifiziert werden kann;

3° die in Artikel R.304-4 erwähnten Bedingungen der Zertifizierung.

§ 4. In dem Jahr des Erhalts der Zertifizierung für eine Dauer von einem Jahr ermöglicht die Übermittlung von drei zufriedenstellenden ausführlichen Kontrollberichten, so wie sie in Artikel R.304-10 § 3 beschrieben werden, die Zertifizierung für eine unbestimmte Zeit zu verlängern.

Die mit den Kontrollen der individuellen Klärsysteme beauftragte zuständige Sanierungseinrichtung erstellt nach diesen drei eingehenden Kontrollen einen Bericht.

Sie übermittelt ihren Bericht der "S.P.G.E."

§ 5. Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Tages, an dem die "S.P.G.E." den Bericht der betroffenen Sanierungseinrichtung erhält, sendet sie dem Antragsteller gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe den Beschluss zur Gewährung der für eine unbestimmte Dauer gültigen Zertifizierung, unter der Voraussetzung, dass in dem Bericht der zuständigen Sanierungseinrichtung deutlich offen gelegt wird, dass der Antragsteller tatsächlich den drei eingehenden Kontrollen zufriedenstellend unterzogen wurde.

In gegenteiligen Fall, das heißt wenn aus dem Bericht der zuständigen Sanierungseinrichtung ein oder mehrere nicht zufriedenstellende ausführliche Kontrollberichte hervorgehen, sendet die "S.P.G.E." dem Antragsteller innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Berichts der zuständigen Sanierungseinrichtung gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe den Beschluss zur Verweigerung der für eine unbestimmte Dauer gültigen Zertifizierung.

Gleichzeitig mit der Einsendung ihres in Absatz 1 erwähnten Beschlusses übermittelt die "S.P.G.E." dem Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe schriftlich ihren Beschluss.

Unterabschnitt 5 — Einspruch

Art. R.304-9 - § 1. Der Antragsteller der Zertifizierung kann beim Minister Einspruch gegen einen Beschluss zur Verweigerung der Zertifizierung erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe an den Minister gesandt.

Der Minister übermittelt der Person, die Einspruch erhebt, eine Empfangsbestätigung.

§ 2. Nach Einholung der Stellungnahme des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung sendet der Minister innerhalb einer Frist von sechzig Werktagen ab dem Erhalt des Einspruchs gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen Beschluss.

Unterabschnitt 6 — Änderung, Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. R.304-10 - § 1. Im Falle einer Änderung eines der im Zertifizierungsantrag gemäß Artikel R.304-6 angegebenen wesentlichen Elemente setzt der Inhaber der Zertifizierung unverzüglich die "S.P.G.E." gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe davon in Kenntnis, um eine Änderung der Zertifizierung zu erreichen.

§ 2. Die Zertifizierung kann ausgesetzt oder entzogen werden:

1° wenn der Inhaber der Zertifizierung die Kontrolle seiner Aktivitäten durch die mit den Kontrollen beauftragten Beamten behindert;

2° wenn die mit den in Artikel R.304 bis § 1 erwähnten Kontrollen beauftragten Beamten:

a) entweder Störungen des individuellen Klärsystems;

b) oder die Nichteinhaltung der in den in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, das die integralen und sektoriellen Bedingungen bezüglich der individuellen Klärsysteme enthält, verabschiedeten Erlasse festgelegten Bedingungen;

c) oder die Nichteinhaltung des im ministeriellen Erlass zur Zulassung des installierten individuellen Klärsystems angegebenen technischen Anhangs;

d) oder die Verwendung des nicht mit den Vorschriften des Herstellers übereinstimmenden individuellen Klärsystems feststellen;

3° wenn die "S.P.G.E." Mängel in dem in Artikel R.304 erwähnten Bericht, den der Installateur der "S.P.G.E." übermittelt, feststellt;

4° wenn der Inhaber der Zertifizierung gegen die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts verstößt;

5° wenn der der Inhaber der Zertifizierung nicht die in Artikel R.304-4 angeführten Verpflichtungen einhält.

Bevor die "S.P.G.E." ein Verfahren zur Aussetzung oder zum Entzug der Zertifizierung einleitet, setzt sie den Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe schriftlich davon in Kenntnis; Letzterer verfügt über sechzig Tage, um seine Stellungnahme abzugeben.

Innerhalb dieser Frist kann der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung den Inhaber der Zertifizierung anhören.

§ 3. Im Falle eines in Paragraph 2 Ziffern 2 und 3 angeführten Mangels besteht die Maßnahme in einer Aussetzung der Zertifizierung mit der Verpflichtung für den Inhaber der Zertifizierung:

1° an einer neuen, von der "S.P.G.E." organisierten Ausbildung gemäß Artikel R.304-4 § 1 Ziffer 6 teilzunehmen;

2° sich zwei zufriedenstellenden eingehenden Kontrollen zu unterziehen, die von der zuständigen Sanierungseinrichtung während seiner nächsten Baustellen zwecks der Installation von individuellen Klärsystemen durchgeführt werden.

Eine eingehende Kontrolle besteht darin, die Baustelle sowohl auf administrativer als auch auf technischer Ebene zu überwachen mit mindestens:

1° einer Kontrolle vor Wiederaufschüttung;

2° einer Kontrolle, wenn die Vorrichtung unter Wasser steht, nachdem die angeschlossenen Leitungen und elektrischen Anschlüsse beendet sind.

Die Aufhebung der Aussetzung wird von der "S.P.G.E." innerhalb von dreißig Tagen, nachdem der Installateur seinen Verpflichtungen nachgekommen ist, gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe zugestellt.

§ 4. In den in Paragraph 2 erwähnten Fällen setzt die "S.P.G.E." nach Erhalt der Stellungnahme des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung den Inhaber der Zertifizierung gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe von der Möglichkeit einer Aussetzung oder eines Entzugs der gewährten Zertifizierung in Kenntnis.

Die "S.P.G.E." gibt Folgendes an:

1° die Gründe, die die erwogene Maßnahme rechtfertigen;

2° die Tatsache, dass der Inhaber der Zertifizierung die Möglichkeit hat, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt dieser Information seine Verteidigungselemente gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe zu übermitteln.

§ 5. Der Beschluss zum Entzug oder zur Aussetzung der Zertifizierung wird dem Inhaber der Zertifizierung innerhalb von sechzig Tagen nach Ablauf der in Paragraph 4 Ziffer 2 erwähnten Frist gemäß einem der in Artikel R.304-3 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe zugestellt.

§ 6. Der Inhaber der entzogenen oder ausgesetzten Zertifizierung kann Einspruch gegen den in Paragraph 5 erwähnten Beschluss erheben. Dieser wird gemäß Artikel R.304-9 zugestellt und untersucht.

Er hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 7. Die "S.P.G.E." übt die in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Befugnisse entweder auf eigene Initiative, auf Antrag oder auf Initiative der mit den Kontrollen der individuellen Klärsysteme beauftragten zuständigen Sanierungseinrichtung aus.

Unterabschnitt 7 — Verwaltungskosten

Art. R.304-11 - § 1. Durch die Kosten für die Bearbeitung des Antrags auf Zertifizierung und für deren Überwachung entstehen Verwaltungskosten, für die der Installateur von individuellen Klärsystemen aufkommt.

§ 2. Auf Vorschlag der "S.P.G.E." legt der Minister für jeden Zertifizierungsantrag den Betrag der Verwaltungskosten fest, der jährlich an den Index der Verbraucherpreise angepasst wird. Dieser Betrag schließt den Verwaltungsaufwand im Zusammenhang mit der Analyse des Zertifizierungsantrags und die in Artikel R.304-4 § 1 Ziffer 6 vorgesehenen Kosten für die Ausbildung mit ein.

Für die von der zuständigen Sanierungseinrichtung durchgeführten eingehenden Kontrollen, die gemäß Artikel R.304-8 § 4 vorgesehen sind, kommt die "S.P.G.E." im Rahmen der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung auf.

§ 3. § 3. Der Installateur, der Gegenstand der Aussetzung einer Zertifizierung ist, begleicht einen Betrag von 250 Euro ausschl. MwSt. für die Durchführung einer in Artikel R.304-10 § 3 erwähnten eingehenden Kontrolle. Dieser Betrag wird jährlich am 1. Januar auf der Grundlage der Entwicklung des Preisindex unter Bezugnahme des am 1. September 2018 geltenden Index der Verbraucherpreise angepasst.

Unterabschnitt 8 — Kenntnisse der zertifizierten Installateure

Art. R. 304-12 - § 1. Die "S.P.G.E." veröffentlicht auf ihrer der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung gewidmeten Internet-Webseite die Liste der zertifizierten Installateure und hält diese auf dem neuesten Stand.

Art. 2 - Artikel R.410-1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012, wird durch die Ziffern 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3 im Rahmen der Zustellung, des Einspruchs, der Änderung, des Entzugs oder der Aussetzung der Zertifizierung der Installateure von individuellen Klärsystemen Stellungnahmen abzugeben."

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2018 in Kraft.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juni 2017.

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204142]

29 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft de certificering van installateurs van individuele zuiveringsystemen

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.222 bis/1, ingevoegd bij het decreet van 19 januari 2017;

Gelet op Boek II, regelgevend deel, Deel III, Titel I, Hoofdstuk IX van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 10 oktober 2016;

Gelet op het advies 61376/4 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2017 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 22 september 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van "AQUAWAL" ontvangen op 27 oktober 2016;

Gelet op het advies van het Comité van deskundigen belast met het onderzoek van dossiers inzake de erkenning van de individuele zuiveringssystemen ontvangen op 8 november 2016;

Gelet op het advies van de « Société publique de gestion de l'eau » (Openbare waterbeheersmaatschappij), ontvangen op 15 november 2016;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In Boek II, regelgevend deel, Deel III, Titel I, Hoofdstuk IX, van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een afdeling *1bis* ingevoegd, houdende de artikelen R.304-1 tot en met R.304-13, luidend als volgt:

"Afdeling 1 bis. Certificering van de installateurs van individuele zuiveringsystemen

Onderafdeling 1. — Begripsomschrijvingen en algemeenheden

Art. R.304-1. Voor de toepassing van deze afdeling, dient te worden verstaan onder:

- 1° het handvest : het handvest van de installatie van individuele zuiveringssystemen in het Waalse Gewest;
- 2° de exploitant : de exploitant van het individueel zuiveringssysteem, of het nu de opdrachtgever, de eigenaar of de huurder van het goed betreft waar het individueel zuiveringssysteem is geplaatst;
- 3° de Minister : de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;
- 4° de opdrachtgever : eenieder die de opdracht geeft werken i.v.m. de installatie van een individueel zuiveringssysteem uit te voeren of te laten uitvoeren mits betaling van deze werken.

Art. R. 304-2. De certificering heeft betrekking op de verschillende stappen van de installatie van een individueel zuiveringssysteem, namelijk het ontwerp van het project, de uitvoering en de inbedrijfname van een individueel zuiveringssysteem, alsook de vaststelling van het installatieverslag zoals bedoeld in artikel R.304.

Art. R.304-3. De volgende wijzen van mededeling gebruikt voor de toepassing van deze afdeling zijn:

- 1° het aangetekend schrijven met ontvangstbericht;
- 2° het gebruik van elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;
- 3° de neerlegging tegen ontvangstbewijs;
- 4° het elektronisch schrijven als de procedure gedematerialiseerd wordt.

Onderafdeling 2. — Certificeringsvoorwaarden

Art. R. 304-4. § 1. Om gecertificeerd te worden voldoet de installateur van individuele zuiveringssystemen aan de volgende voorwaarden :

1° onder de bestuurders of personen die de vennootschap kunnen binden, geen enkele persoon tellen die veroordeeld is bij een beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens bepaalde feiten i.v.m. de installatie van individuele zuiveringssystemen

niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van certificering binnen de drie jaar voorafgaand aan de certificeringsaanvraag;

3° opgenomen zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

4° voldoen aan de fiscale en sociale verplichtingen op het ogenblik van de certificeringsaanvraag en meer bepaald voldoen aan de verplichtingen opgelegd aan de aannemers van werken in artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders;

5° een verzekeringscontract aangegaan hebben die de burgerlijke aansprakelijkheid dekt die voortvloeit uit de activiteiten van opbouwwerken en het jaarlijks hernieuwen;

6° een attest van het volgen van een opleiding georganiseerd door de "S.P.G.E." overleggen over de administratieve en technische aspecten van de installatie van individuele zuiveringssystemen.

De Minister kan, op voorstel van de "S.P.G.E." de voorwaarden van het verzekeringscontract bedoeld in 5° bepalen.

De inhoud van de opleiding bedoeld in 6° heeft betrekking :

- a) voor de administratieve aspecten, op :
 - de wetgeving betreffende de autonome sanering;
 - de inhoud van de installatierapporten;
 - de verbintenissen opgenomen in het handvest;
 - de rapportageprocedures naar de "S.P.G.E.", de "OAA", de gemeente, de opdrachtgever;
- a) voor de technische aspecten, op :
 - de basis van de biologische zuivering toegepast op de autonome sanering;
 - de regels van goede praktijk die moeten nageleefd worden voor de vestiging van het individueel zuiveringssysteem;
 - de afvoer en de verspreiding van het gezuiverde water.

§ 2. Om gecertificeerd te worden, moet de installateur bovendien :

- zorgen voor de correcte aansluiting van de toevoer van afvalwater en voor de scheiding van het regenwater aan de ingang van het individueel zuiveringssysteem
- de meest geschikte middelen onderzoeken en uitvoeren voor de afvoer van het regenwater;
- de geschikte middelen onderzoeken en uitvoeren voor de afvoer van het gezuiverd afvalwater overeenkomstig het Waterwetboek;
- de werken alleen met eigen personeel uitvoeren, of alleen een onder- of gezamenlijk aanbesteding met andere gecertificeerde installateurs, en ervoor zorgen dat goede praktijken van het beroep worden nageleefd;
- aan de exploitant een volledig technisch-administratief dossier verstrekken met de volgende elementen: exploitatie- en onderhoudshandboek van het geïnstalleerd systeem, inplantingsschema en fotografische drager uitgevoerd tijdens de installatie;
- de gegevens en de garantievoorwaarden van de fabrikant verstrekken i.v.m. het uitgevoerde individueel zuiveringssysteem;
- zich ervan vergewissen dat men onder zijn personeel permanent over een personeelslid beschikt dat een opleiding heeft gevolgd bij de fabricant;
- de toegang tot het systeem alsook tot zijn aansluitingen mogelijk maken en vergemakkelijken voor controledoeleinden;

- de exploitant op de hoogte brengen van de werking en de verplichting en modaliteiten inzake onderhoud van het individueel zuiveringssysteem;
- aan de "S.P.G.E." het installatieverslag overmaken bedoeld in artikel R.304 binnen 15 dagen van de technische oplevering van de werken;
- in het geval van gebrekkig werk, onverwijld zijn verantwoordelijkheid opnemen of die van elke eventuele onderaannemer;
- ondertekenaar zijn van het handvest omschreven in artikel 304-5 en waarin voor de installateurs de bovenvermelde voorwaarden zijn opgenomen.

Onderafdeling 3. — Handvest van de installatie van individuele zuiveringssystemen

Art. R.304-5. § 1. Een handvest om de kwaliteit van de installatie van individuele zuiveringssystemen in Wallonië te verhogen, wordt opgesteld door het Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van Leefmilieu, AQUAWAL, de "S.P.G.E.", de erkende saneringsinstellingen, de Confederatie Bouw, de federatie van de ondernemingen van de technologische industrie (AGORIA).

Het handvest kan worden uitgebreid tot andere partners die streven naar de verbetering van de kwaliteit van de installatie en het voortbestaan en de werking van de individuele zuiveringssystemen.

De installateur van individuele zuiveringssystemen toont zijn instemming met de voorwaarden bepaald in artikel R.304-4, § 2, door de ondertekening van het handvest.

Het handvest ondertekend door de installateur wordt overgemaakt aan de "S.P.G.E."

Onderafdeling 4. — Toekenningsprocedure van de certificering.

Art. R.304-6. § 1. De inachtneming van de voorwaarden opgenomen in artikel R.304-4 laat toe, voor de installateur die erom verzoekt, om een certificering met een geldigheid van één jaar toe te kennen.

De certificeringsaanvraag wordt gericht aan de "S.P.G.E." volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3.

§ 2. De certificeringsaanvraag bevat minstens :

1° de identiteit, de rechtstoestand, de woonplaats of het adres van de maatschappelijke zetel, het inschrijvingsnummer bij de Kruisbank van ondernemingen en het BTW-nummer van de aanvrager

2° de elementen op grond waarvan er kan worden vastgesteld dat de voorwaarden bedoeld in artikel R.304-4 en betreffende de aangevraagde certificering zijn vervuld, met inbegrip van het handvest behoorlijk getekend door de installateur;

3° het bewijs van de betaling aan de "S.P.G.E." van de dossierkosten bepaald in artikel R.304-11.

De Minister bepaalt de vorm en de inhoud van de certificeringsaanvraag.

Art. R.304-7. § 1. De certificeringsaanvraag is onvolledig als er vereiste inlichtingen of documenten ontbreken bedoeld in artikel 304-4.

De aanvraag is onontvankelijk:

1° als ze is ingediend in strijd met artikel R.304-3;

2° als ze twee keer onvolledig wordt geacht;

3° als de aanvrager de gevorderde gegevens of documenten niet verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel R.304-8, § 1.

Art. R.304-8. § 1. De "S.P.G.E." stuurt naar de aanvrager, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, haar beslissing over het volledige en ontvankelijke karakter van de certificeringsaanvraag binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de "S.P.G.E." de aanvrager op de ontbrekende documenten. De aanvrager stuurt de gevraagde bijkomende stukken naar de "S.P.G.E.", volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het eerste lid.

Als de aanvraag onontvankelijk is, moet de "S.P.G.E.", binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, de onontvankelijkheidsgronden aan de aanvrager meedelen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de bijkomende stukken, stuurt de "S.P.G.E." naar de aanvrager, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, zijn beslissing over het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag. Indien zij een tweede maal acht dat de aanvraag onvolledig is, verklaart zij die aanvraag onontvankelijk.

Indien de "S.P.G.E." haar beslissing niet aan de aanvrager heeft gestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in de vorige leden, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd en wordt het onderzoek voortgezet.

§ 2. De "S.P.G.E." richt de bevestiging van de certificering van de aanvrager voor de duur van één jaar binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van verzending van haar beslissing m.b.t. de ontvankelijkheid van de aanvraag, aan de aanvrager op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3.

Samen met het opsturen van de beslissing van de "S.P.G.E." bedoeld in het eerste lid, deelt ze schriftelijk, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, het dossier van certificeringsaanvraag en haar beslissing mee aan het Comité van deskundigen voor de autonome sanering.

§ 3. De beslissing die de certificering voor één jaar verleent, vermeldt:

- 1° het precieze doel van de certificering;
- 2° de bijgewerkte elementen waarmee de houder geïdentificeerd kan worden;
- 3° de voorwaarden van de certificering bedoeld in artikel R.304-4.

§ 4. Binnen het jaar van het verkrijgen van de certificering voor een duur van één jaar, laat het verstrekken van drie grondige en bevredigende controleverslagen, zoals omschreven in artikel R.304-10, § 3, toe om de certificering voor een onbepaalde duur te verlengen.

De bevoegde saneringsinrichting belast met de controles van de individuele zuiveringssystemen maakt een verslag op na afloop van deze drie grondige controles.

Ze stuurt haar verslag naar de "S.P.G.E."

§ 5. De "S.P.G.E." richt de beslissing tot toekenning van de certificering geldig voor onbepaalde duur aan de aanvrager, op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van het verslag van de betrokken saneringsinrichting voor zover het verslag van de bevoegde saneringsinrichting wel degelijk vermeldt dat de aanvrager aan de drie grondige controles heeft voldaan.

In het tegenovergestelde geval, namelijk als het verslag van de bevoegde saneringsinrichting gewag maakt van één of meerdere grondige en niet-bevredigende controleverslagen, richt de "S.P.G.E." de beslissing tot weigering van de certificering geldig voor onbepaalde duur aan de aanvrager, op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het verslag van de betrokken saneringsinrichting.

Samen met het opsturen van de beslissing van de "S.P.G.E." bedoeld in het eerste lid, deelt ze schriftelijk, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, haar beslissing mee aan het Comité van deskundigen voor de autonome sanering.

Onderafdeling 5. — Beroep

Art. R.304-9. § 1. De aanvrager van de certificering kan een beroep indienen bij de Minister, tegen een beslissing waarbij de certificering wordt geweigerd..

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, aan de Minister gericht binnen een termijn van twintig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de beslissing.

De Minister stuurt een bericht van ontvangst naar de verzoeker.

§ 2. De Minister stuurt, na advies van het Comité van deskundigen voor de autonome sanering, zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de ontvangst van het beroep, op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3.

Onderafdeling 6. — Wijziging, opschorting of intrekking van de certificering

Art. R.304-10. § 1. In geval van een aanzienlijke wijziging van een gegeven in de certificeringsaanvraag overeenkomstig artikel R.304-6, verwittigt de houder van de certificering onmiddellijk de "S.P.G.E." op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3 om een wijziging van de certificering te verkrijgen.

§ 2. De certificering kan opgeschort of ingetrokken worden:

3° wanneer de houder van de certificering zich verzet tegen de controle van zijn activiteiten door de ambtenaren belast met de controles;

2° wanneer de ambtenaren belast met de controles bedoeld in artikel R.304.bis, § 1, vaststellen hetzij:

- a) storings van het individueel zuiveringssysteem;
- b) de niet-naleving van de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning die de integrale en sectorale voorwaarden bevatten betreffende de individuele zuiveringssystemen;
- c) de niet-naleving van de technische bijlage opgenomen in het ministerieel besluit met betrekking tot de erkenning van het geïnstalleerde individuele zuiveringssysteem;
- d) de uitvoering van het individueel zuiveringssysteem dat niet in overeenstemming is met de voorschriften van de fabrikant;

3° wanneer de "S.P.G.E." tekortkomingen vaststelt in het verslag bedoeld in artikel R.304 dat de installateur aan de "S.P.G.E." meedeelt;

4° wanneer de houder van de certificering de bepalingen van deze afdeling overtreedt;

5° wanneer de houder van de certificering zijn verbintenissen opgenomen in artikel R.304-4 niet meer naleeft

Alvorens een procedure voor de opschorting of de intrekking van de certificering te beginnen, brengt de "S.P.G.E." schriftelijk, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, het comité van deskundigen voor de autonome sanering op de hoogte die over zestig dagen beschikt om zijn advies over te maken.

Binnen die termijn kan het comité van deskundigen voor de autonome sanering de houder van de certificering horen.

§ 3. In geval van tekortkoming opgenomen in paragraaf 2, 2° en 3°, bestaat de maatregel uit een schorsing van de certificering met de verplichting voor de houder van de certificering:

1° om deel te nemen aan een nieuwe opleiding georganiseerd door de "S.P.G.E." overeenkomstig artikel R.304-4, § 1, 6°;

2° om onderworpen te worden aan twee grondige en bevredigende controles uitgevoerd door de bevoegde saneringsinrichting tijdens zijn volgende werven voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem.

Een grondige controle houdt in dat de werf wordt opgevolgd zowel op administratief als op technisch vlak met minstens:

1° een controle vóór de opvulling;

2° een controle wanneer de installatie onder water is, leidingen aangesloten en elektrische verbindingen gereed.

De opheffing van de schorsing wordt door de "S.P.G.E." meegedeeld, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, binnen dertig dagen nadat de installateur aan zijn verplichtingen heeft voldaan.

§ 4. In de gevallen bedoeld in paragraaf 2, brengt de "S.P.G.E.", na het advies van het Comité van deskundigen voor de autonome sanering te hebben ingewonnen, de houder van de certificering op de hoogte, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, van de mogelijkheid om de toegekende certificering op te schorten of in te trekken.

De "SPGE" bepaalt:

1° de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° dat de houder van de certificering de mogelijkheid heeft om, op één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R.304-3, zijn verweermiddelen op te sturen, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van deze opleiding.

§ 5. De beslissing tot intrekking of opschorting van de certificering wordt gezonden, binnen zestig dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 4, 2°, naar de houder van de certificering, volgens één van de communicatiewijzen bedoeld in artikel R. 304-3.

§ 6. De houder van de ingetrokken of opgeschorte certificering kan een beroep instellen tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 5. Dat beroep wordt verstuurd en onderzocht overeenkomstig artikel R.304-9.

Het is niet opschortend.

§ 7. De "S.P.G.E." oefent de bij dit artikel bepaalde bevoegdheden uit, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek of initiatief van de bevoegde saneringsinrichting belast met de controles van de individuele zuiveringssystemen.

Onderafdeling 7. Dossierkosten

Art. R.304-11. § 1. De behandelingskosten van de certificeringsaanvraag en van de opvolging ervan hebben dossierkosten tot gevolg die worden overgenomen door de installateur van individuele zuiveringssystemen.

§ 2. De Minister bepaalt, op voorstel van de "S.P.G.E.", het bedrag van de dossierkosten voor elke certificeringsaanvraag die jaarlijks geïndexeerd wordt volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit bedrag omvat de administratieve lasten i.v.m. de analyse van de certificeringsaanvraag en de opleidingslasten bepaald in artikel R.304-4, § 1, 6°.

De grondige controles uitgevoerd door de bevoegde saneringsinrichting voorzien in overeenstemming met artikel R.304-8, § 4, worden gedragen door de "S.P.G.E." in het kader van het openbare beheer van de autonome sanering.

§ 3. De installateur getroffen door een schorsing van de certificering betaalt een kost van 250 euro exclusief BTW, voor de uitvoering van een grondige controle bedoeld in artikel R.304-10, § 3. Dat bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op 1 januari, op basis van de evolutie van het indexcijfer, t.o.v. het op 1 januari 2018 vigerende indexcijfer van de consumptieprijzen.

Onderafdeling 8. — Bekendmaking van de gecertificeerde installateurs

Art. R. 304-12. § 1. De "S.P.G.E." maakt de lijst van de gecertificeerde installateurs bekend en houdt ze bij op haar site bestemd voor het openbare beheer van de autonome sanering."

Art. 2. Artikel R.410-1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012, wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° adviezen uitbrengen in het kader van de kennisgeving, het beroep, de wijziging, de intrekking of de schorsing van de certificering van de installateurs van individuele zuiveringssystemen."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juni 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204145]

6 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux sacs en plastique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6, § 1^{er}, 6°, modifié par le décret du 10 mai 2012, et l'article 6, § 3^{bis}, inséré par le décret du 23 juin 2016;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 15 juillet 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;